

**Tribunal pénal international pour  
l'ex-Yougoslavie (TPIY) -  
Mécanisme international appelé à  
exercer les fonctions résiduelles des  
Tribunaux pénaux (MICT) -  
Intervention de la représentante  
permanente adjointe de la France  
auprès des Nations unies - Conseil  
de sécurité**

(New York, 07 juin 2017)

Monsieur le Président,

Je remercie les présidents Agius et Meron, ainsi que le procureur Brammertz pour leurs rapports très complets.

La France renouvelle ses remerciements et son soutien à l'ensemble du personnel du TPIY et du Mécanisme pour leurs efforts accomplis afin de mener les procédures judiciaires à bien. Alors que le TPIY est désormais dans sa dernière année de fonctionnement, il est extrêmement important qu'il puisse compter sur la mobilisation de l'ensemble des équipes jusqu'au bout. Alors que le Mécanisme se consolide, il est également important que nous nous assurions que le modèle adopté par ce conseil et les moyens et instruments accordés pour lui permettre d'acquitter ses fonctions de manière efficace, avec des coûts réduits, soit soutenable.

Monsieur le Président,

Nous souhaitons tout particulièrement saluer l'engagement résolu du président Agius à tenir le cap et à procéder à l'achèvement des travaux du TPIY en 2017. La confirmation de la très bonne avancée des dernières procédures en première instance et en appel, ainsi que du démarrage des opérations de liquidation, est conforme au souhait du conseil d'étendre le mandat du TPIY une dernière fois par la résolution 2329.

2017 est donc l'année de clôture, et la France tient à saluer l'oeuvre majeure réalisée par le TPIY sur le chemin de la réconciliation et de la paix que poursuivent encore les populations de la région. Cette année doit être aussi l'occasion d'un bilan général sur l'acquis et sur les bonnes pratiques, ainsi que les pistes d'amélioration pour une justice plus efficace. L'expérience du TPIY, nous le savons, est fondatrice. Le TPIY se montrerait pionnier en faisant bénéficier de son expérience les autres institutions judiciaires internationales. L'héritage considérable du tribunal doit être préservé et entretenu afin de renforcer la justice pénale internationale dans son ensemble. La France participera dans cet esprit aux événements prévus pour la fermeture du TPIY, qui vont se tenir à New York au même moment que l'ouverture de l'Assemblée des

États parties au Statut de la Cour pénale internationale.

Alors que le TPIY achève bientôt ses travaux, la France réaffirme que les États de la région ont - encore plus que jamais - la responsabilité de coopérer pleinement avec le tribunal, conformément aux résolutions pertinentes de ce conseil. Cette obligation de coopération s'étend bien évidemment au Mécanisme. Nous appelons tous les États à tout faire pour permettre l'arrestation des 8 fugitifs mis en accusation devant le Tribunal pour le Rwanda. Nous appuyons les efforts du procureur pour restructurer ses équipes et renforcer la coopération avec ses partenaires.

Toutes les personnalités soupçonnées d'avoir commis des crimes lors du génocide au Rwanda doivent être traduites en justice. À cet égard, la France rappelle que les affaires renvoyées en 2007 par le TPIR sont toujours en cours et donnent lieu à des échanges réguliers avec le procureur du Mécanisme, ainsi qu'avec l'observateur spécialement désigné par le Mécanisme.

Monsieur le Président,

Au cours de cette année charnière, ma délégation réaffirme tout son soutien au déroulement d'une transition harmonieuse vers le Mécanisme et se réjouit du soutien que le TPIY et le Mécanisme s'apportent mutuellement en tenant compte notamment de l'expérience de la passation entre le TPIR et le Mécanisme. La France se réjouit de la détermination du président Meron à s'appuyer sur les bonnes pratiques du TPIR et du TPIY dans le traitement des affaires et dans le fonctionnement du Mécanisme.

À cet égard, ma délégation réaffirme l'importance des recommandations formulées par le Bureau du service du contrôle interne dans l'évaluation du TPIY conduite en 2016 et appelle le Mécanisme à suivre ces recommandations en ce qu'elles concernent les conditions de fonctionnement, l'établissement d'un code de déontologie et la mise en place d'un mécanisme disciplinaire pour les juges.

La France souhaite également rappeler que la prise en compte de la diversité des systèmes juridiques - à laquelle nous savons le président Meron attaché - est un facteur de succès de la mission du Mécanisme comme de toutes les juridictions pénales internationales.

Enfin, la France réitère son soutien aux activités du TPIY et du Mécanisme visant au renforcement des capacités judiciaires nationales. Ces actions constituent une contribution inestimable à la lutte contre l'impunité et à l'accès à la justice partout dans le monde. Nous saluons à ce titre les formations envisagées en République centrafricaine, qui vont permettre de consolider la Cour pénale spéciale. Nous encourageons le Mécanisme à poursuivre ces activités.

Monsieur le Président,

Si le conseil de sécurité a choisi d'instituer dans les années 90 les tribunaux pénaux

internationaux, c'est avec la conviction que les États concernés et leurs citoyens en seraient les premiers bénéficiaires par la construction progressive de l'État de droit, au sein duquel l'indépendance du pouvoir judiciaire est pleinement assurée, et les responsabilités reconnues, sans déni.

Je vous remercie, Monsieur le Président./.